

Unité Départementale de l'Hérault
Subdivision H2

Montpellier, le 6 juillet 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



Sictom Pezenas-Agde

Lieu-dit La Vallasse
RD28
34290 MONTBLANC

Références : UD34/H2/2022/124

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2022 dans l'installation de traitement des ordures ménagères exploité par le SICTOM Pezenas-Agde implanté au lieu-dit La Vallasse-route départementale 28, 34290 Montblanc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sictom Pezenas-Agde
- Lieu-dit La Vallasse RD28 34290 MONTBLANC
- Code AIOT dans GUN : 0006603594
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

Au sein du site dénommé « Ecopole de la Valasse » à Montblanc, le SICTOM Pézenas-Agde a été autorisé en août 2010 à exploiter des installations de traitement de déchets non dangereux fermentescibles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Procédé de stabilisation biologique
- Rétentions
- Sprinklage
- Rapport d'incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des pollutions	AP Complémentaire du 01/08/2019, article 17	/	Sans objet
Rapport d'incident / d'accident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Procédé de stabilisation biologique	AP Complémentaire du 01/08/2019, article 9	/	Sans objet
Procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 2.1.5	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 7.6.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit:

- s'assurer que les réservoirs enterrés présents sur son site respectent les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 1 août 2019,
- transmettre un rapport d'incident suite au déficit de débit du biofiltre constaté en mars 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Procédé de stabilisation biologique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/08/2019, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Procédé de stabilisation biologique
Prescription contrôlée : Le procédé de stabilisation biologique permet de garantir une stabilité des produits par le respect de l'indice respirométrique AT4 <30 MgO 2 /g MS.
Constats : Vu le registre électronique de l'exploitant : Par sondage, entre les mois de janvier 2021 et février 2022, aucun résultat d'analyse AT4 n'est supérieur à 30.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Procédé de compostage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 2.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Procédé de compostage
Prescription contrôlée : Le procédé de compostage ou de stabilisation biologique débute par une phase de fermentation aérobie, avec aération de la matière obtenue par retournements et aération forcée. Cette phase est conduite selon les dispositions suivantes: <ul style="list-style-type: none">• au moins 2 semaines de fermentation aérobie,• au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant 24 heures).• 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Constats : L'exploitant tient un tableau sous forme électronique ou les différentes phases de la stabilisation biologique sont suivies notamment le remplissage, le retournement, la durée du procédé et la température. Vu pour le lot 151 : remplissage du tunnel 4 entre le 3 janvier 2022 et le 07 janvier 2022 pour un retournement le mardi 18 janvier 2022 dans le tunnel 8 pour une stabilisation totale de 30 jours: RAS Le procédé de stabilisation est en aération forcée aérobie.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/08/2019, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, rétention
Prescription contrôlée : Les déchets gras à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides. Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols y compris les stockages de déchets gras et de digestat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. L'ouvrage de stockage du digestat est dimensionné et exploité de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Sa capacité doit être suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible. Pour le digestat, le dispositif de rétention doit permettre de retenir à l'intérieur du site les matières en cours de traitement en cas de débordement ou de perte d'étanchéité des digesteurs ou des gazostockeurs. Le sol des zones de stationnement, des voies de circulation internes et des aires et locaux d'entreposage ou de traitement des déchets est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les matières répandues accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.
Constats : Vu un fût de 220 litres d'huile hors rétention. Vu 3 réservoirs souples sur rétention de capacité respective de : 220 m ³ , 180 m ³ , et 120 m ³ . Lors de la visite, seul le réservoir de 220 m ³ était rempli et contenait selon l'exploitant des effluents susceptibles de polluer l'environnement issus de la tour de lavage de l'air vicié des tunnels de stabilisation. Vu la cuve enterrée de 100 m ³ contenant des lixiviats. L'exploitant indique à l'inspection ne pas savoir si les deux cuves enterrées de 100 m ³ et 30 m ³ présentes sur le site sont pourvues chacune d'un dispositif de rétention. Il est demandé à l'exploitant de mettre sur rétention le fût de 220 litres d'huile et de justifier que les cuves enterrées présentes sur son site sont conformes à l'article 17 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/08/2019. Délai : 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/2010, article 7.6.2
Thème(s) : Autre, Sprinklage
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.
Constats : Vu le « compte rendu de vérification d'un système d'extinction incendie » du 12/04/2022 de la société AAI pour la vérification du sprinkleur réalisée le 08/03/2022 : « installation sans remarque particulière ».
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rapport d'incident /d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident/d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 28 avril 2021, l'exploitant avait déclaré à l'inspection avoir constaté en mars 2021 un déficit de débit du biofiltre. Ce manquement serait dû à un dysfonctionnement du ventilateur et au colmatage du biofiltre. L'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre un rapport d'incident relatif à ce dysfonctionnement. Ce rapport doit analyser les causes du dysfonctionnement et proposer la mise en oeuvre d'action correctives et curatives. A ce jour l'inspection n'a toujours pas reçu ce rapport. Il est demandé au Sictom Pézenas Agde de transmettre un rapport d'incident relatif au dysfonctionnement de l'unité de traitement d'air. Délai : 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites